

Pierre-Yves Jeholet

«La FGTB qui dirige la Wallonie, c'est fini!»

LES PHRASES CLÉS

«Les syndicats ne sont plus préoccupés par le bien-être des gens et l'amélioration de leur condition. Ils travaillent pour eux-mêmes et leur propre structure.»

«J'en ai plus qu'assez que la classe moyenne, celle qui ne roule certainement pas sur l'or, soit celle qui passe systématiquement à la caisse.»

«Il faut en finir avec l'infantilisation des gens, il faut dire la vérité aux Wallons, leur dire qu'il y a urgence et que les mécanismes de solidarité entre la Flandre et la Wallonie vont disparaître, donc, il suffit de tergiverser, il faut avancer.»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT
À MONTEVIDEO

Raging bull. Tel le taureau enragé, qu'il soit en Argentine, en Uruguay voire à Namur, c'est le chiffon rouge qui le met hors de lui et le fait charger. Pierre-Yves Jeholet est assis, ce jeudi matin, au bar de son hôtel à Montevideo – ça ne s'invente pas – et il sirote une eau pétillante. C'est un ministre wallon de l'Économie (MR) proche du stade de l'ébullition auquel nous avons affaire ce matin-là.

Voilà le chiffon rouge: on lui rappelle que la semaine dernière, Paul Magnette a expliqué que la Wallonie allait mieux mais qu'elle performait moins bien que ses alter ego européens. «Oui, ça va mieux, pour la première fois, nous sommes passés en dessous de 200.000 demandeurs d'emploi, les exportations sont à la hausse et il y a également des marques d'intérêt étrangères pour investir en Wallonie même si je reste prudent – que ce soit dans le cas d'Alibaba à Liège ou des voitures électriques chinoises sur le site de Caterpillar. On doit y aller plus vite et plus fort et c'est pour cela qu'on doit poursuivre nos réformes.»

Et il récite: soutien aux PME, pousser leur internationalisation, plan d'investissement, réforme des APE, etc. «Le cadre wallon doit devenir entreprises friendly. Un cadre, un écosystème où les entreprises peuvent se développer le mieux possible et rapidement. C'est pas toujours une question d'argent, de subsides et de subventions.»

On monte dans les tours. «L'économie reste beaucoup trop subsidiée et étatisée. Ça reste encore ancré dans les mentalités de certains. Il faut en finir avec la Région wallonne qui est la

planche à billets de subventions.»

Irresponsabilité des syndicats

On lui demande à qui il y pense. Il dit: «Mais vous avez vu la dureté des critiques du Parti socialiste à mon égard? Soyons sérieux: on aurait même pas le droit d'évaluer les politiques mises en place durant 40 ans, d'évaluer les structures, de regarder leurs performances, de demander des comptes, des résultats? Et si les résultats ne sont pas à la hauteur, alors on diminue les subventions et on change les structures.»

Il passe à la vitesse supérieure. «Je prends mes responsabilités et je vois aujourd'hui que les syndicats se plaignent. Je vais vous dire ce que je trouve inquiétant. Ce que je trouve inquiétant aujourd'hui, c'est que les syndicats ne sont plus préoccupés par le bien-être des gens et l'amélioration de leur condition. Ils travaillent pour eux-mêmes et leur propre structure. Quand j'entends qu'ils font la chaise vide dans les organes de gestion du Forem, je me demande dans quel monde ils vivent. Quelle irresponsabilité! Ils prennent en otage des structures publiques. Ils mettent eux-mêmes en cause la gestion paritaire du Forem en agissant comme cela au Forem ou à l'IFAPME. Simplement parce qu'ils perdent trois conseillers, ils veulent mettre le travail du Forem par terre, c'est incroyable. Mais je le dis, on doit se poser la question en Wallonie de savoir si

cette gestion paritaire ne paralyse pas le dynamisme et le redressement. Un opérateur d'emploi comme le Forem, il doit être hyper réactif et agile. Et non pas lourd, administratif et paralysé comme les syndicats veulent le faire au Forem. À un moment donné, on va devoir agir car on a trop besoin d'un Forem performant.»

Dehors, les drapeaux de La Céleste, l'équipe nationale uruguayenne, sont accrochés à chacune des voitures, ou presque, qui passe sur le front de mer. Il dit: «Il faut en finir avec l'infantilisation des gens, il faut dire la vérité aux Wallons, leur dire qu'il y a urgence et que les mécanismes de solidarité entre la Flandre et la Wallonie vont disparaître, donc, il suffit de tergiverser, il faut avancer. Et on est responsable ensemble: les politiques, les opérateurs d'emploi comme le Forem et les syndicats. Les syndicats portent une responsabilité et ils ne doivent pas l'échouer.»

Réforme des APE

Sa réforme des APE reste en travers de la gorge de l'opposition – on lui rappelle que ça a même manifesté la semaine dernière dans la d'habitude très tranquille Vville de Namur. «Oui, on me dit que c'est une première, mais le Parti socialiste dans l'opposition, c'est aussi une première. Je suis surpris que la CSC s'y soit associée. La FGTB et Thierry Bodson, ça ne m'étonne pas. Depuis le départ, ils ont décidé que ce gouvernement ne leur plaisait pas parce que le PS n'y siégeait pas.»

Il vide son eau pétillante. «Mais la responsabilité de l'état de la Wallonie, c'est la faute de qui? C'est 40 ans de politique socialiste, l'Etat

PS et la FGTB portent une responsabilité immense dans ce que nous vivons aujourd'hui. Je ne suis pas venu dans un gouvernement pour faire ce que la FGTB et le Parti socialiste ont fait,

avec de l'argent public englouti. Allez, par rapport à tout cet argent public, ces fonds européens, voyez où nous en sommes.»

Et donc, il revient à Paul Magnette. «Magnette a quand même un sacré culot d'oser dire qu'on fait moins bien que les autres pays européens. Si son parti avait géré correctement la Wallonie, ça se saurait. Et maintenant, je les vois plaider, avec Bodson, pour une majorité avec le PS, le PTB et Ecolo, mais quel désastre ce serait pour la Wallonie.»

Il dit encore un mot de la réforme des APE: «Cette réforme, je ne l'ai pas faite en regardant si ma commune, mon parti, untel ou untel allaient perdre quelque chose à la marge, non. On a regardé le dessin global et on a changé les choses sinon on allait dans le mur, en immunisant certains secteurs. Mais encore une fois, si on veut comparer à l'Europe, on peut le faire, mais le poids de la fonction publique entre communes, provinces, région, etc., est démesuré. On a énormément d'emplois subsidiés. Donc, est-ce que dire on va doucement rationaliser et maîtriser équitablement les dépenses est un crime? Non. Et on fait cela dans la concertation. Maintenant, le gouvernement est là pour décider.»

Il reste un an à cette coalition. «On va réformer jusqu'au bout, dit-il. On a fait énormément en termes de gouvernance – voyez le Tec, par exemple. Sur l'économie, sur la fiscalité, on travaille au quotidien à évaluer la majorité des subventions publiques. Je travaille dans l'intérêt général, tandis que la FGTB travaille dans son propre intérêt.»

Il marque une pause. Et il reprend: «Depuis le départ, je suis le ministre de l'Économie de tous les Wallons et je me refuse à verser dans les sous-régionalismes. Dans la région du centre, c'est vrai qu'on a des endroits avec un chômage des jeunes très élevé mais on a aussi, par exemple à Charleroi, un formidable dynamisme, avec ces jeunes qui se battent pour redresser Caterpillar Gosselies, donc il faut se battre contre les caricatures et on doit montrer ça en exemple. Je n'ai pas de mot assez fort pour dire la manière dont je veux aider et épauler ceux qui se bougent et qui travaillent. Un travailleur licencié par Caterpillar et qui choisit aujourd'hui de se former par exemple à un métier en pénurie, je trouve cela formidable et on doit le soutenir. Le travail, c'est la voie pour s'en sortir, on doit tous se retrousser les manches. Et j'ai le même message pour les entreprises, quand j'estime qu'elles ne font pas leur part du boulot, qu'elles ne prennent pas de jeunes en stage, etc., je le leur dis. Tout le monde doit ramer dans la même direction. C'est pour cela que je trouve cette prise en otage du Forem par les syndicats tout à fait inacceptable.»

L'assurance-autonomie

Un mot sur l'assurance-autonomie, fraîchement approuvée en Wallonie, et cette critique formulée par l'opposition: est-il bien normal que tout le monde cotise de la même manière – riches comme pauvres? Le taureau Jeholet charge: «Je vais être très clair. J'en ai plus qu'assez que la classe moyenne, celle qui ne roule certainement pas sur l'or, soit celle qui passe systématiquement à la caisse. Cette classe moyenne-là, c'est elle qui peut payer des impôts, c'est elle qui doit payer l'assurance-au-

tonomie, c'est elle qui n'a pas le droit à un logement social, ça, c'est terminé. On a un système de solidarité et ce serait au petit couple de pensionnés qui a travaillé toute sa vie à supporter le coût de la solidarité pour tout le monde? Non, c'est non.»

Le futur de Nethys

Un point quand même sur le dossier du futur de Nethys qu'il a entre les mains. «Certains décisions ont été prises et vont dans la bonne direction: la scission entre Resa et Nethys, c'était indispensable. Il faut voir ce qu'on va faire de Stéphane Moreau, c'est clair et je ne le cache pas. Mais on doit également s'occuper de la valorisation des actifs: VOO, le groupe L'Avenir, les

assurances. On doit les valoriser au mieux dans l'intérêt des actionnaires: la pire des choses, ce serait de brader les actifs de Nethys. Ce serait une perte pour les contribuables et je n'accepterai pas cela. Secundo, on doit donc voir ce qui peut rester dans le giron public et ce qui doit être cédé. Là-dessus, je vous fais part de ma conviction: est-ce que Voo doit être revendue au privé? Oui, on doit céder VOO et ses infrastructures parce que dans les années à venir il faudra investir énormément pour rester à niveau par rapport à la concurrence et au final, ce sont les communes qui vont devoir payer.»

Il hésite à s'avancer plus loin. On le titille. «Il y a deux marques d'intérêt claires: Telenet et Orange. Ce qui est essentiel, c'est l'emploi, les

centres de décision à Liège et le service à la population. L'industriel va-t-il investir pour rester à la pointe de la technologie, c'est cela la question. Par ailleurs, on doit voir si c'est dans le cœur de métier de Nethys de faire de l'assurance, je n'en suis pas convaincu.» Et le groupe L'Avenir, dans tout cela – certains le verraient bien basculer dans le giron public. «C'est compliqué, je l'imagine mal. Même un portage temporaire, c'est délicat. Je ne vais pas faire de mystère: Telenet n'est pas du tout intéressé par L'Avenir tandis qu'Orange trouve que ça aurait du sens de conserver le journal dans le groupe. On doit encore analyser cela, tout comme on doit voir quoi faire avec les participations aéroportuaires.»